

Quelques rectifications à cet article, les suppressions des trésoreries d'Haroué et de Saint Nicolas de Port ne sont pas à l'ordre du jour, nous avons simplement expliqué que les missions fiscales, de Baccarat et de Blâmont étaient rapatriées sur le sip Lunéville, et de même pour Saint Nicolas de Port et Haroué au sip de Sud est à Nancy à compter du 1er janvier 2018. Pour Longwy, c'est le SIE Service des Impôts des entreprises qui est supprimé et transféré à Briey à compter du 1er janvier 2018 mais le transfert des missions se fera par lissage jusqu'au 1er septembre 2018. bonne lecture

NANCY Social

✓ Impôts : pour le maintien du service public

Le syndicat Solidarités Finances Publiques a mené une action à la cité administrative pour protester contre la suppression de 23 emplois dans le département. « C'est avant tout une alerte au social que nous lançons » explique le responsable Patrick Duhem. « Bien sûr nous nous battons pour les emplois, mais avant tout pour le maintien du service de proximité pour les contribuables. Chaque année, il y a eu 1.600 postes supprimés dans les Finances Publiques en France. Et on nous annonce une hémorragie de 4.500 postes pour chacune des quatre années à venir. Sur le plan local, cela va se traduire par la fermeture des trésoreries de Haroué - Saint-Nicolas-de-Port ou encore Longwy qui sera redéployée à Briey ».

Internet

« Bien entendu, on avance que la plupart des relations avec l'usager se fera par internet. Mais comment rayer d'un trait les 700 personnes que nous recevons par jour à Nancy ? Internet ne rem-



Les délégués syndicaux ont distribué des tracts au public se rendant dans les bureaux des Finances Publiques..

place pas l'humain et creuse l'écart d'égalité face à l'impôt » poursuit une autre déléguée. « S'il doit y avoir aménagement de postes, nous souhaitons que ceux qui sont supprimés soient redéployés sur le contrôle fiscal. Car là, il y a un gain budgétaire énorme : 60 à

80 M€ par an. Mais est-ce vraiment la volonté de l'Etat de mettre le doigt dessus ? Nous craignons plutôt que, à l'instar du service des cartes grises, nous nous dirigions vers un service privatisé et payant notamment pour le Prélèvement à la source de

l'impôt sur le revenu. Mais au-delà de tout ce sombre scénario, nous luttons aussi pour redonner du sens à notre travail. »

Solidarités Finances Publiques boycottera le prochain Comité technique qui doit valider ces suppressions de postes.